



Plan d'action 2004

Rapport d'étape

Rapport sur les activités menées par les groupes de travail pour exécuter le Plan d'action 2004 de la Conférence des ministres des Mines, soumis lors de la 62^e Conférence des ministres des Mines

Saint Andrews (Nouveau-Brunswick) • Septembre 2005



Introduction

Le présent rapport d'étape fait état des mesures prises à l'égard des grandes questions touchant l'industrie minière au Canada, sous la direction des ministres des Mines fédéral, provinciaux et territoriaux, lors de leur conférence de 2004.

Les divers rapports qui constituent ce document ont été rédigés par des groupes de travail établis par le Groupe de travail intergouvernemental sur l'industrie minière (GTIGIM) ou par les fonctionnaires chargés des dossiers en question. Par conséquent, les vues exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de l'ensemble des membres du GTIGIM.

Les demandes de renseignements au sujet de ce rapport doivent être adressées au :

Secrétariat du GTIGIM
a/s Division de l'analyse des politiques et de la coordination
Secteur des minéraux et des métaux
Ministère des Ressources naturelles du Canada
580, rue Booth, 10^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E4

Téléphone : (613) 947-3163
Télécopieur : (613) 996-7425
Courriel : adane@rncan.gc.ca

Restauration des sites miniers abandonnés

Les ministres se sont entendus pour demander des crédits à Environnement Canada dans le cadre du financement récemment annoncé au chapitre des sites contaminés, particulièrement aux fins de la conclusion d'ententes (fédérales et provinciales/territoriales) de partage des coûts visant la restauration des sites miniers abandonnés.

Les ministres ont consenti à l'examen de la législation selon les lignes directrices formulées, telles qu'elles ont été présentées par l'Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées (INMOA), et ils ont mandaté leurs ministères respectifs afin de réaliser l'examen complet et de transmettre les résultats à l'INMOA.

Les ministres ont appuyé les activités permanentes de l'INMOA, telles qu'elles sont décrites dans leur plan de travail détaillé de 2003.

CONTEXTE

Les sites miniers abandonnés depuis longtemps dont le Canada a hérité, la responsabilité financière de la restauration de leur environnement, le coût financier de leur nettoyage et des craintes pour la santé humaine demeurent des questions majeures que doit résoudre ce pays.

Depuis 2002, les ministres des Mines ont montré leur détermination à régler cette grave question environnementale en créant l'Initiative nationale pour les mines orphelines/abandonnées (INMOA).

L'INMOA est un programme coopératif canadien. Son orientation lui est fournie par un comité de consultation qui se compose de représentants de l'industrie minière, des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, des organismes environnementaux non gouvernementaux et des Premières nations.

Le comité de consultation évalue les enjeux clés et présente des recommandations aux ministres des Mines au sujet d'approches coopératives et de partenariats qui pourraient servir la mise en œuvre de programmes de restauration partout au Canada.

À leur conférence annuelle de 2004, qui s'est tenue à Iqaluit, les ministres des Mines ont convenu d'appuyer les activités en cours de l'INMOA telles qu'elles sont décrites dans son plan de travail détaillé (2003), dans la mesure où le permettent les ressources humaines et financières. Plus précisément, les ministres ont reconnu la possibilité de solliciter Environnement Canada pour des fonds dans le cadre du programme fédéral de financement pour les sites contaminés annoncé en 2003, notamment pour l'élaboration d'ententes fédérales-provinciales-territoriales de partage des coûts pour la restauration des sites miniers abandonnés. Les ministres des Mines ont également convenu de lignes directrices pour l'examen de la législation et de donner la consigne à leurs ministères respectifs de procéder à l'examen et d'en communiquer les résultats.

ÉTAT D'AVANCEMENT

Un rapport intitulé *Capacity Building for a National Inventory of Orphaned/Abandoned Mines in Canada* a été préparé et publié sur le site Web de l'INMOA (www.abandoned-mines.org). Ce rapport recommande entre autres l'établissement et l'affichage sur le Web d'un inventaire de tous les sites miniers inactifs doté d'une interface cartographique. On évalue actuellement les options d'hébergement pour un site portail. On recommande à l'INMOA d'aller de l'avant dès que l'évaluation sera terminée.

Un examen de toutes les lois pertinentes à la restauration des sites miniers abandonnés a été demandé et est en bonne voie dans la plupart des administrations compétentes. Une consultation avec les organismes fédéraux-provinciaux-territoriaux responsables de divers instruments législatifs est en cours. Une fois l'examen parachevé, le consultant produira un rapport final présentant une synthèse du cadre législatif pour la restauration des mines abandonnées, y compris une évaluation des lacunes, des limites, des obstacles et des possibilités, ainsi que des observations sommaires et des recommandations pour la formulation de politiques.

En novembre, l'INMOA tiendra un atelier sur l'« évaluation des obligations et les approches de financement » à Ottawa. L'atelier portera sur les normes techniques pour l'évaluation des obligations, la reddition de compte sur les obligations, l'évaluation des impacts sur la collectivité et la santé ainsi que les options de financement. L'atelier s'adresse aux fonctionnaires dans les secteurs des mines et de l'environnement, ainsi que des secteurs provinciaux de la vérification et des finances, et vise à définir les paramètres pour l'évaluation et le financement des obligations associées aux mines abandonnées et pour la reddition de compte.

En février, l'INMOA tiendra un atelier sur les pratiques exemplaires en matière de restauration de mines abandonnées au Canada.

RECOMMANDATIONS

- Les ministres des Mines conviennent d'encourager les fonctionnaires fédéraux-provinciaux-territoriaux dans les domaines de la vérification et des finances à participer à l'atelier de novembre.
- Les ministres appuient les travaux en cours de l'INMOA, en particulier l'élaboration :
 - d'un inventaire national en ligne des sites miniers inactifs;
 - de recommandations pour la formulation de politiques et de règlements concernant la restauration des sites miniers abandonnés.
- Maintenir l'appui financier accordé aux travaux de l'INMOA.